Nouvelles locales du mercredi 21 décembre 2011

@rib News, 21/12/2011Ï Justice- MaÃ®tre Augustin Kabayabaya, avocat dâ€™Hassan Ruvakuki, dÃ©nonce lâ€™ingÃ©rence d lâ€™exÃ©cutif dans les prÃ©rogatives du judiciaire. Il a fait savoir que leÂ premier vice-prÃ©sident de la RÃ©publique a commi faute en allant affirmer, photos Ã lâ€™appui, devant les ambassadeurs accrÃ©ditÃ©s Ã Bujumbura, quâ€™Hassan Ruvakuki a une faute grave en allant visiter les rebelles stationnÃ©s en Tanzanie. Selon ce professionnel du droit, cette attitude montre bel et bien la volontÃ© de lâ€™administration de sâ€™ingÃ©rer dans les fonctions de la justice alors que ce nâ€™est pa est habilitÃ©e Ã prononcer la culpabilitÃ© des personnes, mais plutÃ´t la justice. [Bonesha/Rpa]
- Les juges ne vont plus se prononcer contrairement Ã ce quâ€™a dit le premier vice-prÃ©sident et le litige semble terminÃ©. Selon toujours ce professionnel, le premier vice-prÃ©sident devrait demander pardon. Il sâ€™indigne aussi du fait quâ€™il ne p pas avoir droit au dossier de son client. Cette attitude est une violation de la Constitution de la RÃ©publique du Burundi. [Bonesha/Rpa]- Trois personnes dâ€™une mÃªme famille sont dÃ©tenues Ã Munini en commune Bururi aprÃ¨s la dÃ©couverte dâ€™un corps dâ€™une femme issue de la mÃªme famille. Les suspects affirment que cette femme se serait suicidÃ©e alors q police croit plutÃ´t Ã unÂ assassinat.Ï Diplomatie- Le Conseil de sÃ©curitÃ© des Nations Unies invite le Gouvernement burundais Ã poursuivre ses efforts de consolidation de la paix et de reconstruction dans une perspective rÃ©gionale, en particulier en mettant en Å“uvre des projets visant Ã promouvoir la paix, la rÃ©conciliation et les Ã©changes dans le cadre de la CommunautÃ© dâ€™Afrique de lâ€™Est (CAE), de la CommunautÃ© Ã©conomique des pays des Grands Lacs (CEPGL) et ConfÃ©rence internationale sur la rÃ©gion des Grands Lacs, selon un communiquÃ© des Nations Unies rendu public ce mardi. [Isanganiro/Rpa/Bonesha/Rema]- Le Conseil de sÃ©curitÃ© des nations Unies considÃ¨re lâ€™importance de la rÃ©forn du secteur de la sÃ©curitÃ© et appelle tous les partenaires internationaux de continuer, de concert avec le BNUB dont le mandant vient dâ€™Ãªtre prolongÃ© jusquâ€™en 2013, Ã appuyer les efforts que fait le Gouvernement burundais pour professionnaliser les services nationaux de sÃ©curitÃ© et de police et renforcer leurs capacitÃ©s, en particulier dans le domaine de la formation en matiÃ¨re de droits de lâ€™homme et de lutte contre les violences sexuelles et sexistes, et en vue de consolider la gouvernance du secteur de la sÃ©curitÃ©. [Isanganiro/Rpa/Rema]- Le Conseil de sÃ©curitÃ©, invite le Gouvernement burundais Ã mettre au point, avec lâ€™aide du BNUB et de ses partenaires nationaux et internationaux, le nouveau Document de stratÃ©gie pour la rÃ©duction de la pauvretÃ©, assorti de prioritÃ©s claires en matiÃ¨re de consolidation de la paix et dâ€™un plan dâ€™exÃ©cution. [Isanganiro/Rpa]- Le conseil de sÃ©curitÃ© des Nations Unies se montre inquiet p arrestations des membres des partis de lâ€™opposition et de certains journalistes. Selon ce Conseil, le Gouvernement doit prendre toutes les mesures nÃ©cessaires pour prÃ©venir de nouvelles violations des droits de lâ€™homme et faire en sorte que les auteurs de ces violations soient traduits en justice sans dÃ©lai. [Isanganiro/Bonesha/Rpa]- Le Conseil de sÃ©curitÃ© des Nations Unies se dit prÃ©occupÃ© par la situation sÃ©curitaire qui prÃ©vaut au Burundi. Les exÃ©cutions extrajudiciaires quâ€ observe partout dans le pays sont un signe dâ€™une mauvaise cohabitation qui prÃ©vaut dans le pays. Il a par ailleurs dÃ©cidÃ de prolonger dâ€™un an sa mission au Burundi (BNUB). [Rpa/Bonesha]Ï Economie - Lâ€™association des industriels se dit prÃ©occupÃ©e par le niveau faible dâ€™industrialisation du Burundi. Les autoritÃ©s devraient se demander pourquoi les action ne se dirigent pas vers le Burundi alors que ce dernier fait son intÃ©gration dans la communautÃ© est-africaine. [Rtnb/Isanganiro/Bonesha]- Les cafÃ©iculteurs de Kayanza et Ngozi soutiennent la dÃ©cision de la confÃ©dÃ©ration des cafÃ©iculteurs de se retirer du processus de privatisation de la filiÃ¨re cafÃ©. [Rpa]- La Banque mondiale a approuvÃ© le 15 DÃ©cembre 2011 "une seule tranche Ã accorder Ã la RÃ©publique du Burundi de 35 millions de dollars amÃ©ricains, comme un cinquiÃ¨me appui aux rÃ©formes Ã©conomiques afin d'aider le Gouvernement du Burundi Ã consolider les efforts rÃ©cents pour transformer l'Ã©conomie du pays aujourdâ€™hui dans une pÃ©riode de post-conflit vers une Ã©conomie de dÃ©veloppem durable orientÃ©", selon un communiquÃ© de la Banque Mondiale de ce mÃªme 15 DÃ©cembre 2011. [Isanganiro]- Selon ce mÃªme communiquÃ© de la Banque Mondiale, la somme pourra "aider le Burundi Ã consolider les efforts pour formuler et appliquer des politiques visant Ã accÃ©lÃ©rer la croissance et promouvoir dÃ©veloppement humain, notamment le dÃ©veloppement du secteur privÃ©". [Isanganiro]Ï SociÃ©tÃ©- Un officier des Forces ArmÃ©es burundaises est accusÃ© par u soixantaine dâ€™habitants de la commune Nyanza-lac en province de Makamba de les avoir spoliÃ©s de leurs terres. Lâ€™administration de cette commune affirme que cet officier est le propriÃ©taire de ces terres mais la population rÃ©torque en affirmant quâ€™il sâ€™est fait attribuÃ© ces terres par lâ€™ancien gouverneur de la province Makamba ; Monsieur Gabriel Gu pendant la crise alors que ses propriÃ©taires sâ€™Ã©taient enfuis Ã cause Ã©videment de la guerre. La police lâ€™a arrÃªtÃ© au commissariat provincial de police pour des raisons dâ€™enquÃªte. [Isanganiro]Ï Environnement - Saisie et destruction ce matin de plus de cinq cent filets prohibÃ©s qui Ã©taient utilisÃ©s pour la pÃªche Ã Gatumba. Ces filets appartenaient Ã des personnes qui les utilisaient pour avoir de quoi manger. Une association locale qui lutte pour lâ€™environnement a procÃ©dÃ© la rafle et Ã la destruction de ces filets avec lâ€™aide des autoritÃ©s administratives et policiÃ¨res. [Rtnb]